

————— **Rapport de recherche** —————

**Analyse descriptive
de la situation des pères incarcérés**

This report is also available in English. Ce rapport est également disponible en anglais. Should additional copies be required, they can be obtained from the Research Branch, Correctional Service of Canada, 340 Laurier Ave. West, Ottawa, Ontario. Pour obtenir des copies supplémentaires, veuillez vous adresser à la Direction de la recherche, Service correctionnel du Canada, 340, avenue Laurier Ouest, Ottawa, Ontario, K1A 0P9.

2008 N^o R-186

Analyse descriptive de la situation des pères incarcérés

Lloyd Withers ¹

et

Jean Folsom ²

¹ Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s

² Service correctionnel du Canada

Mai 2007

RÉSUMÉ

L'incarcération et la réinsertion sociale de délinquants qui ont des enfants peuvent avoir d'importantes conséquences sur leur famille et leur collectivité. Au Canada, il existe très peu de données sur les pères incarcérés et leurs enfants. Ce manque de données démographiques nuit au processus d'intervention et d'élaboration des politiques et des programmes. L'incarcération pourrait offrir la possibilité de mener des interventions anticrime auprès de tous les membres de la famille des délinquants pour réduire le risque que les enfants s'engagent dans la criminalité.

L'objectif de cette étude est d'analyser la situation familiale d'un échantillon de délinquants sous responsabilité fédérale au Canada et d'examiner le mode de vie, avant leur incarcération, des pères et la fréquence de leurs contacts avec leurs enfants pendant la période d'incarcération. Au total, 534 délinquants purgeant une peine de ressort fédéral ont participé à l'étude pendant la période d'orientation au sein du système correctionnel fédéral à l'unité d'évaluation de Millhaven, soit d'août 2003 à janvier 2004. Ils ont rempli un questionnaire de déclaration volontaire comportant 52 questions sur le profil démographique de leur famille, les activités criminelles auxquelles ils s'étaient livrés, leur consommation d'alcool et de drogues, leur situation financière et leur niveau de scolarité et les contacts entre eux et leurs enfants pendant la période d'incarcération. Le questionnaire comptait également un autre énoncé sur la possibilité que les enfants des délinquants se livrent à des activités criminelles, énoncé qui visait à permettre l'analyse du phénomène de transmission du comportement criminel d'une génération à l'autre.

En tout, 31,6 % des participants à l'étude avaient des enfants et en avaient la garde (c.-à-d. qu'ils vivaient avec leurs enfants au moment où ils ont été arrêtés), et 21,2 % des participants avaient des enfants mais n'en avaient pas la garde (c.-à-d. qu'ils avaient des enfants mais ne vivaient pas avec eux). Par ailleurs, 8 % des délinquants qui avaient la garde de leurs enfants avaient aussi d'autres enfants dont ils n'avaient pas la garde. Le reste des participants (47,2 %) n'avaient pas d'enfants ou pas d'enfants de moins de 18 ans.

Selon les résultats de l'étude, dans la majorité des cas, c'est la mère des enfants qui s'en occupait pendant la période d'incarcération, que le père ait ou non la garde des enfants. Environ le quart des pères ont déclaré ne pas être entrés en contact, ni par téléphone ni par courrier, avec leurs enfants depuis le début de la période d'incarcération. Par ailleurs, 38,7 % d'entre eux ont dit n'avoir jamais reçu la visite de leurs enfants. Au chapitre des caractéristiques des pères incarcérés, les résultats de l'étude montrent que les pères n'ayant pas la garde de leurs enfants avaient beaucoup plus des problèmes de consommation de drogues que les autres, étaient plus nombreux à se livrer à des activités criminelles après avoir consommé de la drogue et, de manière générale, avaient davantage tendance à se livrer à des activités criminelles que les pères ayant la garde de leurs enfants et les délinquants n'ayant pas d'enfants. Fait intéressant, l'étude n'a pas révélé de différences entre les pères ayant la garde de leurs enfants et ceux n'ayant pas d'enfants par rapport à ces variables.

Au total, les délinquants avaient 595 enfants. À partir de ce chiffre, nous estimons que 357 604 enfants canadiens sont affectés par l'incarcération de leur père, soit 4,6 % de la population canadienne âgée de 19 ans ou moins. Par ailleurs, 9 % des pères avaient au moins un enfant de moins de 18 ans ayant des démêlés avec la justice. À partir de ce chiffre, nous estimons

que les enfants de pères purgeant une peine de ressort fédéral sont de deux à quatre fois plus susceptibles d'avoir des démêlés avec la justice que les autres enfants du Canada.

L'incarcération du père n'est que l'un d'une série d'événements ayant des répercussions négatives sur la vie des enfants de délinquants. Des interventions axées sur des facteurs liés à la famille, comme les programmes de formation à l'intention des parents, pourraient avoir des effets importants, en matière de prévention du crime, non seulement sur le père incarcéré, mais aussi sur ses enfants.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	v
INTRODUCTION	1
MÉTHODE.....	3
Lieu de l'étude	3
Participants.....	3
Mesures	3
Procédure	4
RÉSULTATS.....	5
Situation familiale au moment de l'arrestation.....	5
Nombre d'enfants.....	6
Âge et garde des enfants	6
Personne qui s'occupait des enfants au moment de l'étude.....	7
Contacts entre le père et ses enfants pendant la période d'incarcération.....	7
Caractéristiques des pères incarcérés.....	9
Antécédents criminels.....	9
Antécédents de consommation de drogue et d'alcool.....	10
Facteurs socio-économiques.....	11
Facteurs liés à la famille	12
ANALYSE.....	14
Enjeux liés à la personne qui s'occupe des enfants	14
Enjeux relatifs aux contacts entre le père et ses enfants	14
Antécédents criminels des pères incarcérés.....	15
Cas où un membre de la famille du délinquant est la victime de l'acte criminel qu'il a commis.....	16
Nombre d'enfants affectés par l'incarcération de leur père.....	17
Transmission du comportement criminel d'une génération à l'autre	17
Limites de l'étude	19

Conclusion.....	19
BIBLIOGRAPHIE.....	20

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation familiale des pères au moment de leur arrestation	5
Tableau 2 : Âge et garde des enfants des participants	6
Tableau 3: Personne qui s'occupait des enfants au moment de l'étude.....	7
Tableau 4 : Type de contacts et fréquence des contacts entre les pères et leurs enfants	8
Tableau 5 : Comparaison des antécédents criminels des pères incarcérés et des délinquants n'ayant pas d'enfants	10
Tableau 6 : Comparaison des antécédents de consommation de drogue et d'alcool des pères incarcérés et des délinquants n'ayant pas d'enfants	11
Tableau 7 : Comparaison des facteurs liés à l'éducation, à l'emploi et à la situation financière des pères incarcérés et des délinquants n'ayant pas d'enfants	12
Tableau 8 : Comparaison entre les pères incarcérés et les délinquants n'ayant pas d'enfants au chapitre des problèmes familiaux	13

INTRODUCTION

L'incarcération de personnes qui ont des enfants a d'importantes conséquences sur leur famille et leur collectivité. L'une de ces conséquences est que les parents peuvent transmettre leur comportement criminel aux enfants. Certains ouvrages publiés au Canada (Crabbe, 2003; Léonard et Trevethan, 2003; Withers, 1999; Withers, 2000; Withers, 2003) portent sur le risque que l'enfant d'une personne incarcérée présente un jour un comportement criminel, mais la quantité de données sur les parents incarcérés est limitée. Il est nécessaire d'obtenir des données sur la situation des délinquants canadiens qui ont des enfants pour pouvoir en tenir compte dans le cadre de l'élaboration des politiques et des programmes. Grâce à ces données, l'incarcération deviendrait l'occasion d'intervenir en matière de prévention du crime auprès de tous les membres de la famille des délinquants.

Mumola (2000) a effectué une analyse statistique des délinquants américains sous la responsabilité du gouvernement fédéral et des États. Il a analysé les caractéristiques de la situation des mères et des pères incarcérés, le profil démographique des familles, leur structure et la fréquence des contacts entre les parents et les enfants. Il a découvert, entre autres, que 63 % des délinquants sous responsabilité fédérale ont des enfants, comme 55,4 % des délinquants sous la responsabilité d'un État. Mumola (2000) estime que 2,1 % des enfants d'âge mineur aux États-Unis (1 498 800 enfants), avaient un parent incarcéré en 1999. Eljdupovic-Guzina (1999) a étudié les rôles parentaux d'un échantillon de 426 détenues sous responsabilité fédérale admises à un établissement pour femmes du Canada entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 mars 1998. Elle a découvert que 81,2 % des femmes de l'échantillon avaient des enfants d'âge mineur et que, de ce nombre, 52,1 % étaient responsables d'au moins un de leurs enfants au moment où elles ont commis le crime pour lequel elles ont été incarcérées. En ce qui concerne l'endroit où les enfants d'une mère incarcérée vivaient, Eljdupovic-Guzina a constaté qu'ils vivaient avec un grand-parent (30,8 %), avec leur père (26,9 %), avec un autre membre de la famille (15,4 %), ou encore qu'ils avaient été pris en charge par une famille d'accueil ou une société d'aide à l'enfance (16,9 %). Des enfants qui n'entraient pas dans l'une ou l'autre de ces catégories, 12,2 % étaient d'âge adulte et étaient autonomes, et 15 % se trouvaient dans une autre situation, c'est-à-dire qu'ils vivaient, par exemple, chez un ami ou chez leur beau-père, ou encore qu'ils avaient été adoptés en bas âge. Eljdupovic-Guzina a également étudié les contacts entre les

mères et leurs enfants pendant la période d’incarcération, et elle a constaté que la majorité des mères avaient reçu la visite de leurs enfants pendant la durée de leur peine, ou leur avaient parlé au téléphone. Certaines mères recevaient un appel chaque jour, alors que d’autres recevaient un appel ou une visite à l’occasion, une fois par mois ou une fois tous les deux mois. Il semble que la plupart des mères de l’échantillon sont demeurées en contact avec leurs enfants pendant leur incarcération, qu’elles aient vécu avec eux avant d’être incarcérées ou non.

Personne n’a encore effectué d’analyse de la situation familiale des délinquants du Canada. Il n’y a pas non plus de données sur la transmission intergénérationnelle des comportements criminels au Canada. L’objectif de la présente étude est de fournir de l’information sur la situation familiale d’un échantillon de délinquants sous responsabilité fédérale. L’étude porte également sur certains aspects de la vie des pères avant d’être incarcérés, notamment la mesure dans laquelle ils se livraient à des activités criminelles et consommaient de l’alcool ou de la drogue, ainsi que sur les facteurs liés à l’éducation et à la situation financière et sur la fréquence des contacts entre les délinquants et leurs enfants pendant la période d’incarcération. Les auteurs ont jugé ces facteurs importants en raison de l’influence qu’ils peuvent avoir sur la vie des enfants de personnes incarcérées. Ils se sont aussi intéressés à l’activité criminelle chez les enfants de délinquants.

MÉTHODE

Lieu de l'étude

L'étude s'est déroulée à l'Unité d'évaluation de Millhaven (UEM) de l'Établissement de Millhaven, en Ontario, Canada. Tous les délinquants sous responsabilité fédérale de la région de l'Ontario du Service correctionnel du Canada (SCC) passent par l'UEM pour y être évalués et aiguillés vers l'établissement approprié.

Participants

Entre août 2003 et janvier 2004, le Regroupement canadien d'aide aux familles des détenu(e)s a offert à tous les délinquants sous responsabilité fédérale admis à l'UEM une séance d'orientation sur la justice réparatrice pour les familles dans le cadre d'une entente de contribution conclue avec la Direction de l'aumônerie du SCC. Cette séance d'orientation a pris la forme d'un exposé de deux heures sur les familles, la justice réparatrice et le processus correctionnel. Les auteurs ont demandé aux délinquants qui ont assisté à cette séance d'orientation de participer à la présente étude. De ces 1 026 délinquants, 534 ont accepté de participer à l'étude, ce qui donne un taux de participation de 52 %.

Mesures

Les auteurs ont demandé aux participants de remplir un questionnaire de déclaration volontaire confidentiel comportant 52 questions sur leur famille. Le premier des deux auteurs de la présente étude a élaboré ce questionnaire afin d'évaluer la qualité de la vie familiale des délinquants. Il a conçu le questionnaire de façon à pouvoir établir un profil démographique des familles, la mesure dans laquelle les délinquants se sont livrés à des activités criminelles et ont consommé de la drogue ou de l'alcool, ainsi que leur situation financière et leur degré de scolarité. L'auteur a choisi certains de ces éléments parce qu'on a constaté qu'il s'agissait de prédicteurs du comportement criminel futur (Andrews et Bonta, 2006). Il y avait également des questions sur les contacts entre les délinquants et leurs enfants pendant la période d'incarcération. Tous les participants ont accepté de prendre part à l'étude sans être récompensés. Le fait qu'aucun renseignement permettant de les identifier ne figurait dans le questionnaire garantissait aux participants que les renseignements recueillis aux fins de cette étude ne seraient pas versés à leur

dossier officiel et qu'il n'en serait pas tenu compte dans le cadre du processus décisionnel relatif à leur mise en liberté.

Procédure

On a remis aux participants le questionnaire, un stylo et une enveloppe pouvant être cachetée. Après la séance d'orientation, ils ont rempli le questionnaire dans leur cellule et l'ont remis au premier des deux auteurs de l'étude. Ils ont ainsi pu remplir le questionnaire en privé et s'assurer que les renseignements fournis demeureraient confidentiels.

RÉSULTATS

Situation familiale au moment de l'arrestation

Aux fins de la présente étude, un délinquant était considéré comme un père s'il avait au moins un enfant de moins de 18 ans. Nous désignons par *père ayant la garde de ses enfants* le détenu qui vivait avec ses enfants au moment de son arrestation. Au contraire, nous appelons *père n'ayant pas la garde de ses enfants* le détenu qui ne vivait pas avec ses enfants quand il a été arrêté.

Enfin, nous parlons d'un détenu qui a la garde d'au moins un enfant, mais qui a au moins un autre enfant dont il n'a pas la garde comme d'un *père ayant la garde de certains de ses enfants*.

Le Tableau 1 montre la situation familiale des participants à l'étude au moment de leur arrestation. Plus de la moitié des participants avaient au moins un enfant de moins de 18 ans. Au total, 31,6 % des participants avaient la garde de leurs enfants. De ce nombre, 8 % avaient aussi au moins un enfant dont ils n'avaient pas la garde. Près du quart des participants appartenaient à la catégorie des délinquants n'ayant pas la garde de leurs enfants.

Tableau 1 : Situation familiale des pères au moment de leur arrestation

Variable démographique	Nombre de participants (N)	Pourcentage de participants (%)
Pères ayant la garde de leurs enfants	126	23,6
Pères ayant la garde de certains de leurs enfants	43	8,0
Pères n'ayant pas la garde de leurs enfants	113	21,2
Nombre total de participants ayant des enfants	282	52,8
Participants n'ayant pas d'enfants ou dont les enfants avaient plus de 18 ans au moment de l'étude	252	47,2

Nombre d'enfants

Les délinquants qui avaient des enfants en avaient entre un et cinq. Les 282 délinquants qui avaient des enfants étaient pères de 595 enfants âgés de moins de 18 ans, ce qui fait en moyenne 2,1 enfants par délinquant ayant des enfants. Des 595 enfants, 324 vivaient avec leur père au moment de son arrestation, ce qui donne une moyenne de 2,6 enfants par délinquant ayant la garde de ses enfants. Au total, 271 enfants ne vivaient pas avec leur père au moment de son arrestation, ce qui signifie une moyenne de 2,4 enfants par délinquant n'ayant pas la garde de ses enfants.

Âge et garde des enfants

Le Tableau 2 présente la répartition des enfants en fonction de leur âge et du fait qu'ils vivaient avec leur père ou non au moment de son arrestation. Fait à noter, 65,3 % des enfants des délinquants avaient moins de 10 ans. Les enfants qui vivaient avec leur père au moment de son arrestation avaient en moyenne 7 ans, tandis que ceux qui ne vivaient pas avec leur père au moment de son arrestation avaient en moyenne 8 ans. Cette différence n'est pas significative ($t(237) = 1,6$, n.s.).

Tableau 2 : Âge et garde des enfants des participants

Âge	Pourcentage du nombre total d'enfants (%)	Nombre d'enfants dont le père avait la garde (N)	Nombre d'enfants dont le père n'avait pas la garde (N)
Moins d'un an	4,0	18	6
De 1 à 4 ans	25,3	87	63
De 5 à 9 ans	36,0	115	100
De 10 à 14 ans	23,8	77	64
De 15 à 17 ans	10,9	27	38
Total	100,0	324	271

Personne qui s'occupait des enfants au moment de l'étude

Le Tableau 3 montre qui s'occupait des enfants au moment de l'étude. Comme les données numériques sont arrondies, le total dépasse légèrement 100 %. Dans la vaste majorité des cas, c'est la mère de l'enfant qui s'en occupait au moment de l'étude, que le père en ait eu ou non la garde au moment de son arrestation. Dans les cas où ce n'était pas la mère qui s'occupait de l'enfant, c'était un autre membre de la famille, un ami ou une société d'aide à l'enfance. Un faible pourcentage de délinquants ne savaient pas qui s'occupait de leurs enfants pendant leur incarcération.

Tableau 3 : Personne qui s'occupait des enfants au moment de l'étude

Personne qui s'occupait des enfants	Pourcentage des enfants dont le père avait la garde au moment de son arrestation (%)	Pourcentage des enfants dont le père n'avait pas la garde au moment de son arrestation (%)
Mère de l'enfant	80	76
Grands-parents de l'enfant	8	11
Autre membre de la famille	4	3
Société d'aide à l'enfance, famille d'accueil ou autre organisme	4	1
Ami ou autre personne	3	6
Le délinquant ne savait pas qui s'occupait de ses enfants	2	4

Contacts entre le père et ses enfants pendant la période d'incarcération

Le Tableau 4 illustre le type et la fréquence des contacts entre les pères et leurs enfants. Comme les données sont arrondies, le total n'est pas toujours de 100 %. Fait à noter, les pères ont déclaré parler fréquemment au téléphone avec leurs enfants (de 33,6 % à 69 % d'entre eux ont déclaré leur parler quotidiennement ou presque une fois par semaine). Ils ont en outre indiqué qu'ils

communiquaient relativement souvent avec leurs enfants par courrier (de 20,4 % à 50 % ont indiqué qu'ils communiquaient avec leurs enfants par courrier chaque jour ou presque une fois par semaine). Le pourcentage de délinquants qui recevaient la visite de leurs enfants était cependant beaucoup moins élevé (de 5,3 % à 16,3 % d'entre eux recevaient la visite de leurs enfants tous les jours ou presque une fois par semaine).

Tableau 4 : Type de contacts et fréquence des contacts entre les pères et leurs enfants

Type de contacts et fréquence des contacts	Tous pères (%)	Pères ayant la garde de leurs enfants (%)	Pères ayant la garde de certains de leurs enfants (%)	Pères n'ayant pas la garde de leurs enfants (%)
Téléphone				
Tous les jours ou presque	14,9	22,2	18,6	5,3
Toutes les semaines ou presque	38,7	46,8	41,9	28,3
Tous les mois ou presque	17,7	12,7	18,6	23,0
Une fois l'an ou moins	3,9	0,0	0,0	9,7
Jamais	22,3	16,7	18,6	30,1
L'enfant est trop jeune pour parler au téléphone	3,2	2,4	2,3	4,4
Courrier				
Tous les jours ou presque	6,0	8,7	7,0	2,7
Toutes les semaines ou presque	30,5	41,3	32,6	17,7
Tous les mois ou presque	23,0	16,7	32,6	26,5
Une fois l'an ou moins	2,8	2,4	0,0	4,4
Jamais	26,2	19,8	29,9	35,4
L'enfant est trop jeune pour écrire	10,3	9,5	7,0	12,4
Visites				
Tous les jours ou presque	1,1	0,8	0,0	1,8
Toutes les semaines ou presque	7,4	7,9	16,3	3,5
Tous les mois ou presque	12,4	16,7	11,6	7,1
Une fois l'an ou moins	2,1	1,6	4,7	1,8
Jamais	38,7	30,2	25,6	53,1
Pas encore reçu de visite	37,6	41,3	41,9	31,9

Caractéristiques des pères incarcérés

Les pères incarcérés avaient en moyenne 34 ans, tout comme les délinquants qui n'avaient pas d'enfants. Au moment de leur arrestation, les pères ayant la garde de leurs enfants avaient en moyenne 35 ans, tandis que les délinquants n'ayant pas la garde de leurs enfants avaient en moyenne 33 ans. Cet écart n'est pas significatif ($t(218) = 1,5, p = 0,14$).

Antécédents criminels

Le Tableau 5 compare plusieurs variables relatives aux antécédents criminels des participants à l'étude. Il n'est pas surprenant que la vaste majorité des délinquants qui ont participé à la présente étude (de 63 à 78 %) aient déclaré avoir été reconnus coupables d'un crime avant l'âge de 16 ans (pas de différence entre les groupes). Les pères n'ayant pas la garde de leurs enfants et les pères n'ayant que la garde de certains de leurs enfants ont été plus nombreux que les pères ayant la garde de leurs enfants et les délinquants n'ayant pas d'enfants à déclarer avoir été reconnus coupables d'au moins deux actes criminels antérieurs. Fait intéressant, les pères n'ayant pas la garde de leurs enfants ont été beaucoup plus nombreux que les autres à déclarer avoir fait face à des accusations de manquement à la discipline ou à des accusations liées à leur libération conditionnelle. Enfin, les pères ayant la garde de leurs enfants étaient moins nombreux que les autres à avoir commis des actes de violence. Dans l'ensemble, les pères n'ayant pas la garde de leurs enfants ont obtenu les pires résultats par rapport à l'ensemble des variables relatives aux antécédents criminels.

Tableau 5 : Comparaison des antécédents criminels des pères incarcérés et des délinquants n'ayant pas d'enfants

Variabiles relatives aux antécédents criminels	Pères ayant la garde de leurs enfants (%) (n = 126)	Pères ayant la garde de certains de leurs enfants (%) (n = 43)	Pères n'ayant pas la garde de leurs enfants (%) (n = 113)	Délinquants n'ayant pas d'enfants (%) (n = 252)	χ^2 df = 3
Reconnus coupables d'un acte criminel avant l'âge de 16 ans	63,5	74,4	78,8	63,1	7,2
Reconnus coupables d'au moins deux actes criminels antérieurs	58,7	72,1	77,0	57,5	15,2**
Se sont échappés	11,1	11,6	15,0	12,7	0,89
Reconnus coupables d'un manquement à la discipline	25,4	23,3	40,7	28,6	8,6*
Accusés d'un acte criminel pendant leur libération conditionnelle ou leur probation	24,6	27,9	46,9	32,9	14,2**
Accusés de voies de fait ou de vol qualifié avec violence	40,5	51,2	59,3	46,4	9,0*

* $p < 0,05$. ** $p < 0,01$.

Antécédents de consommation de drogue et d'alcool

Les auteurs se sont également penchés sur les antécédents de consommation de drogue et d'alcool des participants (voir le Tableau 6). Dans l'ensemble, ils n'ont pas relevé de différences entre les groupes aux chapitres des problèmes de consommation d'alcool et de la possibilité que leur consommation de drogue ou d'alcool soit à l'origine de problèmes familiaux ou conjugaux. Par contre, des différences ont été décelées entre les groupes en ce qui concerne les problèmes de consommation de drogue des délinquants et la possibilité qu'ils aient enfreint la loi après avoir pris de la drogue. Les pères n'ayant pas la garde de leurs enfants ont été plus nombreux que les autres à parler de ce genre de problème.

Tableau 6 : Comparaison des antécédents de consommation de drogue et d'alcool des pères incarcérés et des délinquants n'ayant pas d'enfants

Variables relatives aux antécédents de consommation d'alcool et de drogue	Pères ayant la garde de leurs enfants (%) (n = 126)	Pères ayant la garde de certains de leurs enfants (%) (n = 43)	Pères n'ayant pas la garde de leurs enfants (%) (n = 113)	Délinquants n'ayant pas d'enfants (%) (n = 252)	χ^2 df = 3
Ont eu des problèmes de consommation d'alcool	25,4	30,2	34,5	32,1	2,7
Ont eu des problèmes de consommation de drogue	35,7	34,9	49,6	32,5	10,0*
Ont enfreint la loi après avoir consommé de l'alcool ou de la drogue	41,3	44,2	63,7	52,8	13,1**
Problèmes conjugaux ou familiaux découlant de la consommation de drogue ou d'alcool	36,5	39,5	53,1	41,7	7,3

* $p < 0,05$. ** $p < 0,01$.

Facteurs socio-économiques

Les auteurs se sont aussi penchés sur les variables liées à l'éducation, à l'emploi et à la situation financière des délinquants. Comme le montre le Tableau 7, les délinquants qui vivaient avec leurs enfants au moment de leur arrestation étaient plus susceptibles de travailler à ce moment-là et d'avoir déjà travaillé pendant au moins une année complète. De plus, les pères ayant la garde de leurs enfants étaient moins susceptibles d'avoir eu recours à l'aide sociale que ceux n'ayant pas la garde de leurs enfants et les délinquants n'ayant pas d'enfants. Enfin, les délinquants qui ne vivaient pas avec leurs enfants étaient beaucoup plus nombreux à être sans abri au moment où ils ont commis le crime pour lequel ils étaient incarcérés. Fait intéressant, 7 % des pères ayant la garde de leurs enfants ont déclaré qu'ils étaient sans abri au moment où ils ont commis le crime pour lequel ils étaient incarcérés.

Tableau 7 : Comparaison des facteurs liés à l'éducation, à l'emploi et à la situation financière des pères incarcérés et des délinquants n'ayant pas d'enfants

Variabiles liées à l'éducation, à l'emploi et à la situation financière	Pères ayant la garde de leurs enfants (%) (n = 126)	Pères ayant la garde de certains de leurs enfants (%) (n = 43)	Pères n'ayant pas la garde de leurs enfants (%) (n = 113)	Délinquants n'ayant pas d'enfants (%) (n = 252)	χ^2 <i>df</i> = 3
Ont moins qu'une 12 ^e année de scolarité	46,8	67,4	66,4	58,3	11,3*
Travaillaient au moment où ils ont été arrêtés	58,7	72,1	44,2	43,7	17,8**
Se trouvaient dans une bonne situation financière avant d'être arrêtés	46,5	48,4	44,2	42,9	1,1
Ont été au chômage pendant plus de six mois au cours de l'année où ils ont été arrêtés	34,9	37,2	48,7	42,5	5,1
Ont déjà travaillé pendant une année complète	87,0	88,0	74,0	69,0	2,7**
Vivaient de l'aide sociale (p. ex. programme Ontario au travail ou prestations d'aide sociale)	16,7	27,9	36,3	31,7	13,2**
Étaient sans abri au moment où ils ont commis le crime ou au moment de leur admission en établissement	7,1	2,3	14,2	16,3	11,0*

* $p < 0,05$. ** $p < 0,01$.

Facteurs liés à la famille

Deux variables liées à la famille ont été examinées : le fait qu'un membre de la famille du délinquant ait déjà été reconnu coupable d'un acte criminel et le fait qu'un membre de la famille du délinquant ait déjà été victime d'un acte criminel. Comme l'indique le Tableau 8, les différents groupes ne présentent pas d'écart significatif par rapport à ces variables. Néanmoins, les pères ayant la garde de leurs enfants ont été plus nombreux que les autres à déclarer avoir commis un acte criminel dont a été victime un membre de leur famille. Les résultats ne

témoignent d'aucun écart significatif entre les groupes par rapport au fait que les enfants des délinquants aient ou non des démêlés avec la justice, mais 9,2 % des pères (dont ils avaient la garde ou non) ont déclaré qu'au moins un de leurs enfants avait des démêlés avec la justice. La probabilité qu'au moins un des enfants des délinquants ait des démêlés avec la justice augmentait proportionnellement au nombre d'enfants des délinquants ($r = 0,15, p < 0,01$).

Tableau 8 : Comparaison entre les pères incarcérés et les délinquants n'ayant pas d'enfants au chapitre des problèmes familiaux

Variabes liées à la famille	Pères ayant la garde de leurs enfants (%) (n = 126)	Pères ayant la garde de certains de leurs enfants (%) (n = 43)	Pères n'ayant pas la garde de leurs enfants (%) (n = 113)	Délinquants n'ayant pas d'enfants (%) (n = 252)	χ^2
Conjoint, proche ou autre membre de la famille reconnu coupable d'un crime	32,5	27,9	37,2	29,8	2,3 (df = 3)
Un membre de leur famille a été victime de l'acte criminel pour lequel ils sont incarcérés	19,0	16,3	10,6	13,9	3,6 (df = 3)
Enfant ayant des démêlés avec la justice	8,7*	18,6*	6,2*	-	5,8 (df = 2)

* Moyenne cumulative de ces trois groupes : 9,2 %

ANALYSE

Enjeux liés à la personne qui s'occupe des enfants

Dans la majorité des cas, c'est la mère des enfants d'un délinquant qui s'en occupe pendant que ce dernier est incarcéré. Ainsi, c'est la même personne qui continue de s'occuper des enfants, sans qu'il y ait d'interruption. Le fait que le père soit enlevé à ses enfants au moment où il est incarcéré est un événement marquant pour ceux-ci, mais les enfants d'un délinquant qui n'a pas leur garde sont affectés par l'incarcération de leur père, puisqu'ils sont ainsi privés du soutien de l'un de leurs parents et que celui-ci n'est plus là pour les surveiller, et ils sont aussi touchés par le fait de devoir visiter leur père en prison. L'incarcération peut aussi avoir des répercussions sur le soutien financier fourni à la famille, puisque le délinquant peut devoir cesser de subvenir aux besoins de ses enfants et de sa conjointe parce que sa situation financière se trouve modifiée par l'incarcération.

En outre, la présente étude montre que les grands-parents, d'autres membres de la famille des délinquants ou leurs amis s'occupent de 15 % des enfants de délinquants qui ont la garde de leurs enfants et de 20 % des enfants de délinquants qui n'ont pas la garde de leurs enfants. Ces personnes qui s'occupent des enfants peuvent avoir de la difficulté à obtenir le soutien qui est normalement offert aux parents, ce qui est un fardeau financier supplémentaire pour les familles. Par ailleurs, rendre visite aux détenus peut être difficile, parce que le grand-parent, le membre de la famille ou l'ami qui s'occupe des enfants n'est parfois pas le tuteur légal des enfants, et seul un tuteur légal peut accompagner un enfant d'âge mineur pour visiter une personne détenue dans un établissement fédéral.

Pour des raisons du même ordre, rendre visite à un père qui n'a pas la garde de ses enfants peut être difficile si la personne qui a la garde des enfants refuse d'accompagner les enfants. Si cette personne n'autorise pas quelqu'un d'autre à accompagner l'enfant pour une visite auprès de son père, les visites peuvent être rares ou ne jamais avoir lieu.

Enjeux relatifs aux contacts entre le père et ses enfants

La période d'admission d'un délinquant dans le système carcéral est parfois une période où les contacts avec les membres de la famille peuvent devenir un facteur très important de la stabilité et de la résilience de la famille, et notamment de la capacité des enfants de gérer le stress lié à la

perte de leur père. La présente étude montre que le téléphone est le moyen privilégié pour maintenir le contact avec les enfants et les autres membres de la famille. C'est la famille qui doit assumer les frais d'appel du délinquant, ce qui peut être un fardeau financier pour elle. Les téléphones cellulaires sont d'usage de plus en plus courant, et, pour certaines personnes, il s'agit du seul téléphone qu'elles utilisent, mais ils ne sont pas autorisés en prison. Il n'est pas possible de faire un appel à frais virés vers un téléphone cellulaire, ce qui fait que les membres de la famille doivent avoir un téléphone fixe pour pouvoir recevoir les appels du délinquant. Certains services de téléphonie par Internet ne permettent pas de faire des appels à frais virés, ce qui est un autre obstacle à la capacité du délinquant de garder contact avec sa famille.

Certaines modifications que le SCC prévoit apporter à son réseau téléphonique vont peut-être alléger le fardeau financier des familles. La mise en place d'un système de carte d'appel, dans le cadre duquel les délinquants pourront acheter des minutes pour téléphoner à leur famille, va faire en sorte que ce sera au père incarcéré d'établir un budget de façon à disposer des fonds nécessaires pour appeler directement les membres de sa famille.

Fait à noter, la présente étude montre que les familles effectuent peu de visites en établissement. C'est normal qu'il y ait peu de visites pendant la période d'admission dans le système correctionnel fédéral et d'évaluation. Lorsque la famille d'un délinquant lui rend visite à l'UEM, le délinquant se trouve derrière une vitre, et les contacts physiques entre le père et l'enfant sont impossibles. Pour cette raison, certains délinquants choisissent de ne pas recevoir la visite de leurs enfants. Ainsi, la fréquence des visites a tendance à augmenter lorsque le délinquant est transféré dans un établissement régulier, où les visites-contacts sont permises, c'est-à-dire qu'il peut avoir des contacts physiques avec les membres de sa famille.

Antécédents criminels des pères incarcérés

Fait intéressant, il semble y avoir une différence entre les pères qui n'ont pas la garde de leurs enfants et ceux qui l'ont et les délinquants qui n'ont pas d'enfant en ce qui concerne l'importance de leurs activités criminelles et la mesure dans laquelle ils ont consommé de la drogue. Par contre, il n'y a pas de différence avec les deux autres groupes quant à la consommation d'alcool (une substance légale). On peut penser que cela s'explique par le fait que les pères qui n'ont pas la garde de leurs enfants sont, en général, moins responsables, plus enclins à vivre des sensations fortes et à prendre des risques, et qu'ils ont moins tendance à vouloir respecter les règles de la

vie en société. Les circonstances dans lesquelles ils ont perdu la garde de leurs enfants ou le fait qu'ils aient eu des enfants avec une personne avec qui ils n'avaient pas une relation stable est peut-être une conséquence de leur mode de vie. Il se peut aussi que la mère des enfants refuse d'avoir des contacts avec un tel père ou que ses enfants aient des contacts avec lui, en raison, justement, de ce mode de vie. Voilà qui peut également expliquer que certains délinquants ne reçoivent pas la visite de leurs enfants.

Que le délinquant ait ou non la garde de ses enfants, il semble que son incarcération ne soit que l'un d'une série d'événements qui ont des répercussions négatives sur la vie des enfants. La présente étude montre que le mode de vie du père avant son incarcération se caractérise par des antécédents criminels importants, la consommation de drogues et d'alcool, des problèmes financiers, le fait que l'un des membres de sa famille soit la victime de l'acte criminel qui l'a mené à son incarcération et le fait que d'autres membres de sa famille se livrent à des activités criminelles. Dans certains cas, l'un des facteurs est le fait que l'enfant soit la victime de l'acte criminel qui l'a mené à l'incarcération. Par ailleurs, le fait d'être sans abri fait peut-être aussi partie des événements négatifs vécus par les délinquants, puisque 7,1 % des pères ayant la garde de leurs enfants et 2,3 % des pères ayant la garde de certains de leurs enfants ont déclaré qu'ils étaient sans abri au moment où ils ont commis l'acte criminel pour lequel ils ont été incarcérés ou au moment de leur admission en établissement. Pour ce qui est des pères n'ayant pas la garde de leurs enfants, 14,2 % d'entre eux étaient sans abri au moment en question. Cette situation peut être un obstacle à la visite des enfants, dans le cas des pères n'ayant pas la garde de leurs enfants, mais qui avaient des droits de visite au moment où ils ont été arrêtés.

Cas où un membre de la famille du délinquant est la victime de l'acte criminel qu'il a commis

L'étude n'a pas révélé de différences importantes entre les groupes de participants quant au fait qu'un membre de leur famille soit la victime de l'acte criminel qu'ils ont commis, mais c'était le cas pour 15 % des pères incarcérés. Cette situation a des conséquences pour toute la famille. Dans certains cas où un membre de la famille est la principale victime de l'acte criminel commis, notamment dans les cas d'homicides, d'agressions sexuelles, de violence conjugale, de voies de fait et de vols qualifiés, les membres de la famille continuent de soutenir les délinquants, mais d'autres refusent de le faire. Il arrive parfois aussi que les membres de la famille ne soient pas

d'accord quant au fait de maintenir ou non des contacts avec le délinquant ou de continuer à lui offrir du soutien. Il peut aussi y avoir des conflits lorsque vient le temps de décider s'il faut ou non maintenir la relation parent-enfant pendant la période d'incarcération et au moment de la réinsertion sociale du délinquant.

Nombre d'enfants affectés par l'incarcération de leur père

Les résultats de la présente étude révèlent que de nombreux enfants canadiens sont affectés par l'incarcération de leur père. Plus de la moitié des participants avaient des enfants de moins de 18 ans. Vu le nombre total d'hommes incarcérés au Canada, il est possible de tirer certaines conclusions quant au nombre total d'enfants qui sont affectés par l'incarcération de leur père. Il s'agit d'une information essentielle à la prévention des actes criminels axée sur la famille.

Au cours de l'année 2003-2004, il y avait en moyenne 12 034 hommes incarcérés au Canada (Service correctionnel du Canada, 2005). À partir des données de la présente étude, qui indique que 52,8 % des délinquants avaient en moyenne 2,1 enfants, on peut conclure qu'il y avait à ce moment précis 13 343 enfants de moins de 18 ans qui étaient affectés par l'incarcération de leur père qui purgeait une peine de ressort fédéral. De ce nombre, 7 986 enfants vivaient avec leur père au moment où il a été arrêté, contre 5 357 enfants qui ne vivaient pas avec leur père au moment où il a été arrêté. Ces chiffres sont inférieurs à la réalité, puisque le nombre moyen de délinquants est calculé pour un moment précis et ne tient pas compte du roulement constant, au cours de l'année, au sein du système correctionnel fédéral.

Selon Statistique Canada (2005b), 358 350 personnes ont été admises au sein des systèmes correctionnels fédéral, provinciaux et territoriaux en 2003-2004. Environ 10 % des personnes admises étaient des femmes, ce qui permet de conclure qu'il y avait 322 515 hommes qui ont été admis cette année-là. Si, comme l'indique la présente étude, 52,8 % de ces hommes avaient des enfants, pour une moyenne de 2,1 enfants par personne, alors il y avait 357 604 enfants affectés par l'incarcération de leur père au Canada cette année-là. Cela équivaut à 4,6 % du nombre total d'enfants canadiens qui ont 19 ans ou moins (7 854 200) (Statistique Canada, 2004).

Transmission du comportement criminel d'une génération à l'autre

Dans le cadre de la présente étude, 33 % des pères incarcérés ont déclaré que leur conjoint, leur petite amie ou leur conjoint du même sexe ou un autre membre de leur famille avait été reconnu

coupable d'un acte criminel. L'étude révèle aussi que 9,2 % ($n = 26$) des pères avaient au moins un enfant de moins de 18 ans qui avait des démêlés avec la justice. Ainsi, au moins 26 des 595 enfants de délinquants (4 %) avaient des démêlés avec la justice. Le phénomène est connu depuis un certain temps : les personnes incarcérées sont plus susceptibles que les autres d'être membres d'une famille où le comportement criminel est courant (Farrington, 2004).

En 2004, 78 000 jeunes âgés de 12 à 17 ans ont été accusés d'avoir enfreint le Code criminel, et 101 000 autres jeunes de 12 à 17 ans ont eu des démêlés avec la justice, sans toutefois que le délit commis ait fait l'objet d'accusations officielles (Statistique Canada, 2005a). Il y avait à l'époque 7 854 200 jeunes de 19 ans ou moins au Canada (Statistique Canada, 2004). Ainsi, 1 % des jeunes ont été accusés d'avoir enfreint le Code criminel, et 2 % d'entre eux soit ont été accusés d'avoir enfreint le Code criminel, soit ont commis une infraction pour laquelle ils ont été punis sans qu'on les accuse officiellement. Ce chiffre est de loin inférieur au résultat obtenu dans le cadre de la présente étude, c'est-à-dire que 4 % des jeunes visés par l'étude ont eu des démêlés avec la justice. On peut donc affirmer que les enfants de délinquants purgeant une peine de ressort fédéral sont de deux à quatre fois plus susceptibles que les autres d'avoir eu des démêlés avec la justice. Aux États-Unis, on estime que les enfants de parents incarcérés sont jusqu'à cinq fois plus susceptibles d'être incarcérés à leur tour (Petersilia, 2004).

L'incarcération peut offrir la possibilité d'intervenir auprès de toute la famille du délinquant, en vue de prévenir les comportements criminels. Tolan (2004) a affirmé que les interventions les plus profondes et qui sont le plus souvent efficaces sont celles faites dans le cadre de programmes axés sur la famille et sur les processus liés au fait d'être parent. Il a indiqué qu'il existe des preuves d'une réduction du risque que les personnes commettent des actes criminels lorsqu'on intervient auprès des familles dans le but de modifier la façon dont les parents s'occupent des enfants (p. ex. surveillance accrue des enfants par les parents, etc.) et d'améliorer les relations familiales, notamment en faisant en sorte de resserrer les liens, d'améliorer la rétroaction et la communication. Farrington (2003) a relevé d'autres facteurs liés à la famille, notamment une surveillance insuffisante des enfants par les parents, la discipline excessive et la violence physique, la discipline exercée de façon variable, la froideur des parents et le fait qu'ils soient négligents à l'égard de leurs enfants, l'insuffisance de l'attention accordée par les parents à leurs enfants et les conflits entre les parents. Compte tenu de ces facteurs, il n'est pas surprenant que Andrews et Bonta (2006) aient constaté que les programmes d'intervention

auprès des familles réduisent de façon significative l'incidence de la délinquance, particulièrement les programmes dans le cadre desquels on transmet aux parents des connaissances de base sur le fait d'être parent et sur les relations familiales.

Limites de l'étude

Tous les renseignements recueillis dans le cadre de la présente étude proviennent des délinquants, qui les ont fournis de façon volontaire. Cette façon de procéder peut être vue comme l'une des limites de l'étude, en ce sens qu'il aurait été possible d'obtenir les renseignements dont l'exactitude aurait été plus certaine en les comparant aux renseignements figurant aux dossiers des délinquants. Cependant, des données récentes ont permis d'établir que les questionnaires auxquels les délinquants répondent de façon volontaire permettent de prédire efficacement la récidive chez les délinquants de sexe masculin (Kroner et Loza, 2001; Mills, Loza, et Kroner, 2003). Il est raisonnable de penser que le recours à ce type de questionnaire n'entache pas la validité de la présente étude.

Conclusion

Il faudra approfondir les recherches pour mieux comprendre les répercussions de l'incarcération sur les enfants des délinquants. Il serait utile, par exemple, de se pencher sur l'âge des enfants des pères incarcérés et la mesure dans laquelle ils se livrent à des activités criminelles. Il serait également utile de s'attarder davantage au cas des délinquants qui n'ont pas la garde de leurs enfants pour mieux comprendre pourquoi ils semblent avoir davantage tendance à se livrer à des activités illégales que les autres, et d'examiner les raisons pour lesquelles ils n'ont pas la garde de leurs enfants. Susciter la participation de la famille au processus, et surtout la participation du parent incarcéré, pourrait être un moyen efficace de réduire au minimum les facteurs de risque touchant les enfants : on peut affirmer sans craindre de se tromper que, même s'ils ont tendance à commettre des actes criminels, la plupart des délinquants sous responsabilité fédérale ne souhaitent probablement pas que leurs enfants aboutissent en prison.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDREWS, D. A. et BONTA, J. *The psychology of criminal conduct*, 4^e éd., LexisNexis, Anderson Publishing, 2006.
- CRABBE, J. *What about us? The "CABI" Kit*, Ottawa, ON, House of Hope, 2003.
- ELJDUPOVIC-GUZINA, G. *Le rôle parental et les expériences de violence des délinquantes : examen des évaluations initiales des délinquantes*, Ottawa, Service correctionnel du Canada, 1999. Consulté le 29 juin 2006 au site : http://www.csc-scc.gc.ca/text/prgrm/fsw/gordana/toc_f.shtml
- FARRINGTON, D. « Families and crime » dans *Crime: Public policies for crime prevention* sous la direction de J. Wilson et J. Petersilia, Oakland, CA, ICS Press, 2004, p. 129-148.
- FARRINGTON, D. « Introduction to integrated developmental and life-course theories of Offending », *Integrated developmental & life course theories of offending*, Nouveau-Brunswick, USA:Transaction Publishers, 2003, p. 1-14.
- KRONER, D. G. et LOZA, W. « Evidence for the efficacy of self-report in predicting nonviolent and violent criminal recidivism », *Journal of Interpersonal Violence*, vol. 16, 2001, p. 168-177.
- LÉONARD, L. et TREVETHAN, S. « Enfants de délinquants : facteurs de risque liés aux comportements criminels », *Actualités-Justice*, vol. 18, n^o 1, 2003, p. 9-10.
- MILLS, J. F., LOZA, W. et KRONER, D. G. « Predictive validity despite social desirability: Evidence for the robustness of self-report among offenders », *Criminal Behaviour & Mental Health*, vol. 13, 2003, p. 144-154.
- MUMOLA, C. *Incarcerated parents and their children*, Bureau of Justice Statistics special report (NCJ 182335), Washington, DC, U.S. Department of Justice, Office of Justice Programs, 2000.
- PETERSILIA, J. « Community corrections » dans *Crime: Public Policy for Crime Prevention* sous la direction de J. Wilson et J. Petersilia, , Oakland, CA, ICS Press, 2004, p. 483-508.
- SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA. *Faits et chiffres sur le Service correctionnel du Canada*, 2005. Consulté le 29 juin 2006 au site : http://www.csc-scc.gc.ca/text/pblct/basicfacts/BasicFacts_f.shtml
- STATISTIQUE CANADA. *Le Canada en statistiques - Population selon le sexe et le groupe d'âge*, 2004. Consulté le 5 mai 2005 au site : http://www40.statcan.ca/102/cst01/demo10a_f.htm
- STATISTIQUE CANADA. « Services correctionnels pour adultes », *Le Quotidien*, 16 décembre 2005 (2005b). Consulté le 29 juin 2006 au site : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/051216/q051216.pdf>
- STATISTIQUE CANADA. « Statistiques de la criminalité », *Le Quotidien*, 21 juillet 2005 (2005a). Consulté le 28 février 2007 au site : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050721/q050721a.htm>

TOLAN, P. « Crime prevention: Focus on youth » dans *Crime: Public policies for crime prevention* sous la direction J. Wilson et J. Petersilia, Oakland, CA, ICS Press, 2004, p. 109-127.

WITHERS, L. « En attente : les familles des prisonniers », *Actualités-Justice*, vol. 14, n° 3, 1999, p. 16-17.

WITHERS, L. *Time together: A survival guide for families and friends visiting in Canadian prisons*, Kingston, ON, CFCN, 2000.

WITHERS, L. Une approche et une politique stratégiques visant à répondre aux besoins des familles des contrevenants : sécurité. Respect et dignité. Pour tous, 2003. Consulté le 29 juin 2006 au site : <http://www3.sympatico.ca/cfcn/FrConsultation.PDF>